

Coca et violence : le témoignage du Alto Huallaga au Pérou

F. Valencia Chamba, J. Ríos Alvarado, J.-F. Tourrand, M.G. Piketty *

Jusqu'au début de la décennie soixante-dix, le Alto Huallaga est une tranquille région amazonienne de piémont andin couverte à près de 90 % de forêt primaire (*hors-textes I et II*). Au début de la décennie quatre-vingt-dix, le Alto Huallaga est considéré comme une des principales zones de production de cocaïne. C'est le résultat de la combinaison de quatre facteurs: (i) une agriculture familiale à la dérive face à la nouvelle donne du marché et pour laquelle la culture de la coca constitue l'alternative immédiate la plus rentable, (ii) un important flux de migrants à la recherche de terres et d'opportunités de production, (iii) l'émergence de la guérilla du Sentier lumineux et sa transformation progressive en mouvement terroriste, (iv) le développement du narcotrafic pour l'approvisionnement du marché de la cocaïne en expansion dans le *Premier Monde*. Comment en est-on arrivé là? Comment la société du Alto Huallaga a-t-elle vécu cette transformation profonde? Depuis le milieu de la décennie quatre-vingt-dix, près de 90 % des surfaces cultivées en coca auraient été détruites par les pouvoirs publics dans un véritable climat de guerre entre le Sentier lumineux et les forces de l'ordre. Comment la société du Alto Huallaga a-t-elle passé cette nouvelle étape? Qu'y a-t-il de changé? Quel est son avenir? Telles sont les questions auxquelles les auteurs tentent d'apporter des éléments de réponse à partir de leur connaissance de la région pour y avoir vécu et travaillé pendant toute cette période.

Le Alto Huallaga avant l'ère de la coca

Avant l'ère de la coca, l'économie du Alto Huallaga reposait sur l'exploitation des ressources naturelles de la forêt: bois, caoutchouc (*Hevea brasiliensis*), fruits, etc., ainsi que sur l'agriculture dans les zones mises en culture sur brûlis (banane plantain, café, cacao, fruits, jute, maïs, manioc, etc.). L'élevage bovin s'est développé dans les années quarante à partir d'animaux croisés entre zébus et taurins en provenance du Brésil, d'Amérique centrale et des États-Unis. Une petite part de la production agricole était consommée localement. La plus grande part était

* F. Valencia Chamba, économiste, Universidad Nacional Agrária de la Selva, Tingo María, Pérou; J. Ríos Alvarado, zootechnicien, Universidad Nacional Agrária de la Selva, Tingo María, Pérou; J.-F. Tourrand, vétérinaire, Cirad-France, Universidad de Brasília/Embrapa Amazônia O., Brasília, Brésil; M.G. Piketty, économiste, Cirad-France, Universidad de São Paulo/Embrapa Amazônia O., São Paulo, Brésil.

destinée aux marchés nationaux de la Costa et de la Sierra, ainsi qu'à l'exportation. La culture de coca existait déjà pour la consommation locale et traditionnelle de feuilles de coca. Parallèlement, afin de tirer profit du marché à l'exportation de cocaïne médicinale, l'État péruvien a favorisé les plantations de coca dans la zone de Monzón. Un laboratoire de fabrication de pâte de cocaïne, matière première du produit utilisé en médecine, y a été installé.

Ainsi, dès le milieu du XX^e siècle, la colonisation de l'Amazonie péruvienne est lancée. On retient généralement la date de 1938 pour le début de la colonisation du Alto Huallaga. Tingo María est une des portes d'entrée de l'espace amazonien. Elle en devient un des centres urbains majeurs. Les migrants arrivent des régions d'émigration que sont la Sierra centrale et la Costa. En effet, la situation foncière dans ces deux régions était particulièrement critique en raison de la prédominance d'un système minifundiaire où la superficie agricole par famille diminue à chaque génération, au gré des héritages successifs.

Les premiers colons étaient les ouvriers qui construisaient la route. Ils s'approprièrent les terres situées à proximité de la route et des noyaux urbains en construction. Ont suivi beaucoup d'exclus du système foncier de la Sierra et la Costa à la recherche d'un lopin de terre, anciens ouvriers agricoles ou fils d'ouvriers agricoles. Ont migré également quelques pionniers opportunistes, petits propriétaires, commerçants, techniciens, voyant l'intérêt d'acquérir à bas prix de grandes propriétés de quelques dizaines d'hectares. Les plus experts et les plus chanceux s'approprièrent les meilleures terres agricoles.

La plupart des colons n'ayant aucune connaissance des potentialités et caractéristiques agricoles des écosystèmes amazoniens, la culture sur brûlis était unanimement adoptée par tous. Chaque année, chaque famille coupait, brûlait et cultivait une ou plusieurs parcelles de forêt qui fourniraient l'alimentation de base et dont le surplus serait commercialisé. Lorsque le sol le permettait, des cultures pérennes (cacao, café, thé, agrumes, etc.) étaient plantées. En quelques années elles fournissaient le principal revenu de l'exploitation. L'élevage bovin constituait une épargne et un capital-risque. La production laitière était auto-consommée, mais également commercialisée sous forme de lait cru et/ou de fromage lorsque l'exploitation se trouvait à proximité d'un noyau urbain. Dans quelques exploitations, la cueillette du caoutchouc constituait un revenu de premier plan.

L'ère de la coca

Au cours de la décennie quatre-vingt, la superficie cultivée en coca au Pérou a plus que décuplé, passant de 15 000 à près de 200 000 hectares. Selon les données du projet Apodesa (1994)¹, la superficie totale cultivée en coca au Pérou en 1991 serait d'environ 242 000 hectares. Seulement 19 000 hectares, soit 7 %, seraient contrôlés par l'entreprise nationale péruvienne Enaco qui a le monopole de la com-

1 Le projet Apodesa est une institution chargée de l'appui au développement. Il a démarré à la fin de la décennie soixante-dix. Aujourd'hui, il est devenu le Cada (Comisión de apoyo al desarrollo alternativo). Il dispose d'une importante base de données socioéconomiques sur le Alto Huallaga.

mercialisation de la production à usage médical. Ceci signifie qu'à la fin des années quatre-vingt, le narcotrafic contrôle plus de 90 % de la superficie mise en culture.

Considérant un rendement annuel de l'ordre de 650 kg/hectare, la production de coca serait de l'ordre de 130 000 tonnes, dont à peine 10 tonnes destinées au marché traditionnel de feuilles de coca. Des autres 120 000 tonnes sont extraites environ 400 tonnes de chlorhydrate de cocaïne pure. Sur ces 400 tonnes, on estime la consommation péruvienne des quelque 300 000 habitués à une dizaine de tonnes. Par ailleurs, les forces de l'ordre en saisissent environ 5 tonnes.

Le reste, c'est-à-dire environ 385 tonnes, soit plus de 90 % de la production nationale, sont exportés en contrebande pour une valeur globale de l'ordre de 340 millions de dollars US, 75 millions pour la forme chlorhydrate et 265 millions pour la forme base. Cette valeur peut être considérée comme sous-évaluée dans la mesure où, en 1982, on estimait que l'exportation illégale s'élevait à plus d'un milliard de dollars pour seulement 50 000 hectares mis en culture. Mais les rendements ont sensiblement diminué, de 1 000 à 650 kg/hectare et le prix FOB a fortement baissé, de 6,8 à 2,5 millions la tonne. En fait, on constate par ailleurs une offre annuelle relativement constante de l'ordre de 300 à 400 tonnes de cocaïne base pour un prix rendu US estimé à 10 à 12 fois le prix FOB, 30 000 dollars US/kg pour 2 500 dollars US.

Ce boom de la coca résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. Tout d'abord il y a la demande forte et croissante de cocaïne dans les pays développés, en premier lieu aux États-Unis où on estime à près de six millions les consommateurs réguliers et à environ vingt millions les consommateurs occasionnels, auxquels s'ajoutent les quelque onze millions de consommateurs en Europe, Japon et Amérique latine. Ensuite, vient l'implication dans le narcotrafic d'une partie des responsables politiques qui trouvent divers intérêts à laisser le Pérou devenir un des principaux producteurs de cocaïne. Enfin, on trouve l'ensemble des acteurs de la filière coca, des producteurs aux narcotrafiquants en passant par le système bancaire, pour lesquels les gains obtenus sont sans commune mesure avec ceux dégagés par les autres productions agricoles. Pour donner quelques chiffres, sachant qu'un producteur du Alto Huallaga cultivait en moyenne 1,5 hectare de coca, son revenu net annuel était d'environ 4 100 US\$, soit un revenu net mensuel de l'ordre de 350 US\$, c'est-à-dire de cinq à huit fois le revenu moyen du même petit agriculteur sans coca. Le revenu brut annuel était d'environ 7 500 US\$. De plus, en cas de commercialisation de cocaïne base, le revenu net augmente de moitié, voire double en fonction des années. Ces données sont valables pour le Alto Huallaga, les variations entre les régions étant relativement importantes.

Le tableau ci-après (*figure 1*) compare quelques données économiques pour diverses cultures rencontrées dans la région du Alto Huallaga en se basant sur un coût journalier de la main-d'œuvre de 2,86 US\$ pour juin 2001. Le coût des intrants n'est malheureusement pas pris en compte dans le tableau. Or il est particulièrement élevé pour la coca, de l'ordre de 15 à 40 % selon le niveau d'intensification.

Malgré ce biais, on constate la très haute rémunération de la main-d'œuvre pour la coca comparée aux autres cultures, qu'elles soient annuelles ou pérennes. Elle est 2,5 fois celle de la banane plantain, 3,5 fois celle du manioc, près de 5 fois celle de la papaye, 12 fois celle du café, plus de 20 fois celle du riz pluvial et plus

Figure 1 – Comparaison des données économiques pour les diverses cultures du Alto Huallaga

Cultures	Rend. (kg/ha)	Prix US\$/kg	Marge brute /ha (US\$)	Journées /ha	Coût main-d'œuvre	Productivité main-d'œuvre
<i>Pérennes</i>						
Café	500	0,91	455	83	237,4	218
Cacao	200	0,59	118	80	228,8	-111
Coca	690	4,02	2 774	75	214,5	2 559
<i>Annuelles</i>						
Riz pluvial	2 000	0,18	360	85	243,1	117
Maïs	2 000	0,15	300	85	243,1	57
Banane	12 000	0,11	1 320	100	286,0	1 034
Manioc	15 000	0,07	1 050	120	343,2	707
Papaya	13 000	0,07	910	115	328,9	581

Source : Adaptation et actualisation pour 2001 par les auteurs des données de Agencia Leoncio Prado, Región Agraria Huanuco-Minag, mai 2000.

de 40 fois celle du maïs. On ne parlera pas du cacao dont le très bas prix au kilo à l'époque empêchait un quelconque bénéfice.

La situation de l'élevage bovin était plus complexe. Bien que présentant une rémunération de la main-d'œuvre inférieure à la coca, il aurait dû se développer car, en tant qu'épargne agricole, il représentait un placement intéressant pour les revenus, en particulier ceux illicites issus de la coca. En effet, à petite échelle, le cheptel constitue un excellent moyen pour blanchir de l'argent dans la mesure où il est souvent délicat de différencier la part du croît du troupeau de celle des achats d'animaux. Il n'en fut rien, bien au contraire: le cheptel du Alto Huallaga est passé d'environ 70 000 têtes à moins de 10 000 bovins. Deux grandes raisons à cela. La première a été l'augmentation de la consommation locale de viande bovine en relation avec la forte élévation du revenu moyen dans la région liée à la coca. La seconde était le racket perpétuel mené tant par la guérilla que par les forces de l'ordre sur les éleveurs pour qu'ils contribuent à l'alimentation des troupes.

Vu la différence de rémunération de la coca par rapport aux autres activités agricoles, on peut considérer que la chute quasi générale des produits agricoles et les diverses contraintes phytosanitaires rencontrées pour les cultures pérennes au cours des vingt dernières années n'ont eu qu'un effet secondaire dans le choix de la très grande majorité des agriculteurs. Elles ont tout au plus favorisé la spécialisation dans la coca au lieu du maintien de systèmes de production agricole diversifiés. Il est clair que l'argent gagné relativement facilement avec la coca a détourné de nombreux paysans, en particulier les jeunes, des autres activités agricoles.

Même si la coca représente une opportunité agricole pour de nombreux paysans à un moment donné, elle peut difficilement être à la base d'un système durable, ne serait-ce que par ses impacts négatifs d'un point de vue environnemental. En effet, la culture de la coca se fait de préférence sur des sols à fortes pentes, certaines atteignant de 45 à 50 % (*hors-texte III*), entraînant une forte érosion. L'emploi intensif

Hors-texte



© 2000 Microsoft Corp. Tous droits réservés.

1 – Le Pérou et le Alto Huallaga dans le piémont de l'Amazonie péruvienne



II – Le Pérou et le Alto Huallaga dans le piémont de l'Amazonie péruvienne



III – Champ de coca typique sur une pente. Tous les plants sont atteints de seco-seco (Fusarium oxysporum) qui fait perdre autour de 80 % de la productivité en feuille (Tingo María, Pérou, 2001)



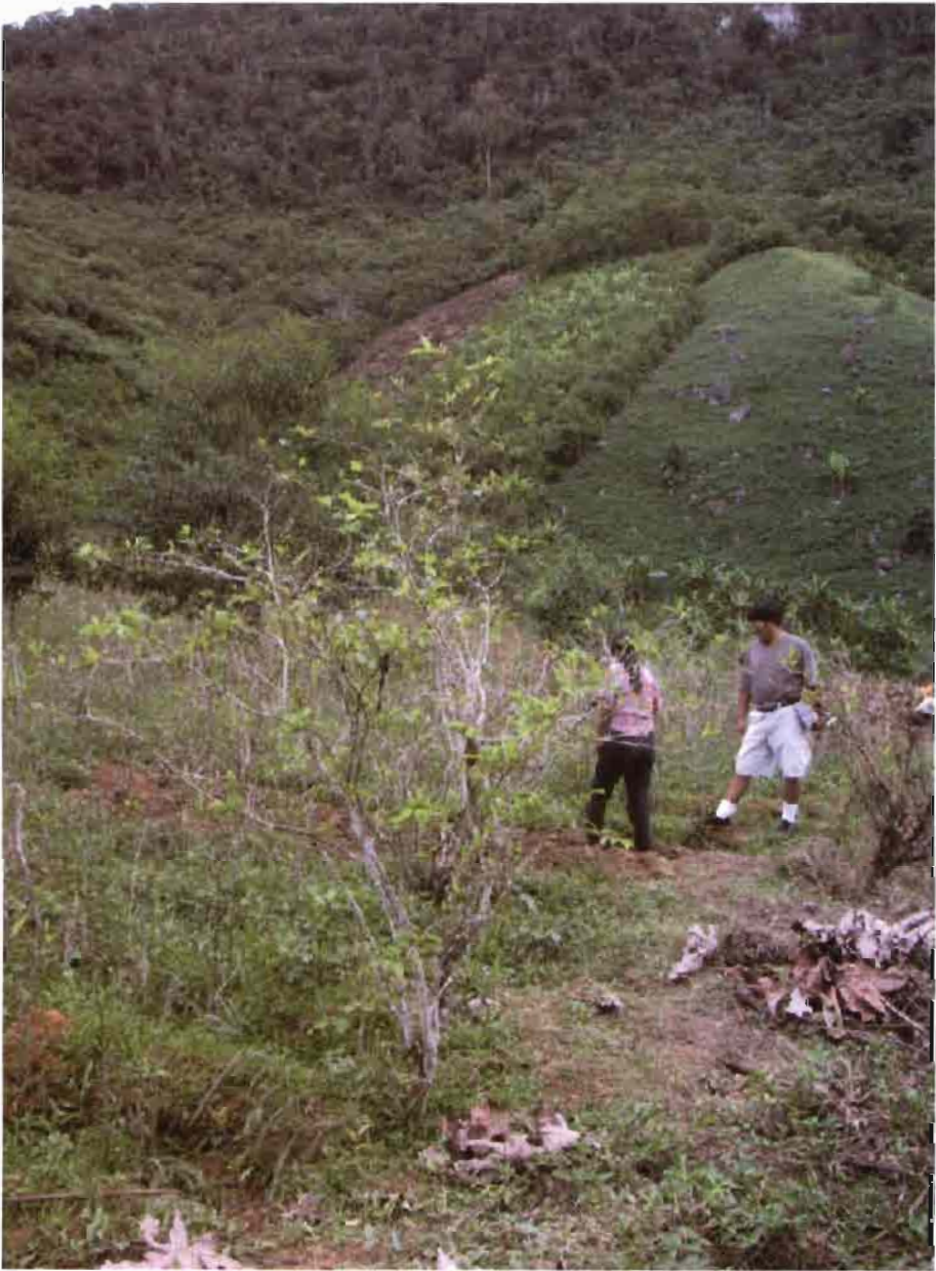
IV – Paysage mité du piémont amazonien du Alto Huallaga

N.B. On notera que toutes les collines visibles sur la photo ont été entièrement déforestées pour être plantées en coca. Une fois les plants de coca détruits, la végétation secondaire peine à s'installer, favorisant les processus d'érosion. Les bas-fonds, principales zones de culture au début de la colonisation de l'Amazonie péruvienne, sont peu exploités à l'époque de la coca ou servent de pâturage pour les troupeaux bovins. Ils redeviennent maintenant des terres agricoles de premier plan (Tingo María, Pérou, 2001).



V – Tronçon goudronné de la Carretera Marginal près de Aucayacu servant d'aérodrome pour le transport de la cocaïne

N.B. Les plots sur la route ont été placés par les forces de l'ordre pour empêcher le décollage et l'atterrissage des avions. On notera le paysage mité des collines avoisinantes dans cette ancienne région de grande production de coca (Aucayacu, Pérou, 2001).



*VI – Champ de coca atteint de seco-seco (Fusarium oxysporum) acer en premier plan
un pied de coca d'une trentaine d'années*

En arrière-plan, le champ de bananes plantain, nouvelle activité de l'exploitation en remplacement de la coca (Tingo María, Pérou, 2001).

d'herbicides et pesticides rend la terre impropre à toute culture pendant plusieurs années après l'arrachage des plants. Ceci sans parler des divers intrants nécessaires à la fabrication de la cocaïne (acide sulfurique, carbonate de calcium, kérosène, etc.) qui détruisent de manière irréversible la faune et la flore des cours d'eau. Pour les années de grande production, on avance les chiffres de 100 millions de litres de kérosène, 60 millions de litres d'acide sulfurique et 35 mille tonnes de chaux vive rejetés dans les ruisseaux et rivières. Globalement, près de 40 % des ressources génétiques du piémont péruvien auraient été détruites par le système coca.

On estime à près de 200 000 le nombre de Péruviens participant au système coca à la fin de la décennie quatre-vingt [Ofecad, 1993; PEAH, 1993; Valencia, 1997]. Pour le Alto Huallaga, on considère que plus de 50 % de la population rurale était directement liée à la production de coca, sachant que la part de la production légale de coca n'excédait pas 10 % de la production totale. Mais la répartition des producteurs de coca n'était pas homogène. La concentration était très forte dans les sous-régions contrôlées par la guérilla où quasiment tous les agriculteurs avaient leurs champs de coca. Elle était également très forte dans les zones de forte migration, les nouveaux migrants de la Costa et de la Sierra installant essentiellement des champs de coca. Elle était plus faible dans les sous-régions de colonisation plus ancienne où prédominaient des systèmes de production diversifiés, ainsi que dans celles fréquemment patrouillées par les forces de l'ordre. Dans les zones de forte production, on assistait parfois à une monoculture de coca, les agriculteurs achetant en ville quasiment tout le nécessaire à leur alimentation. Parallèlement on a constaté un dépeuplement des campagnes. Tout en gardant leurs champs de coca, de nombreux agriculteurs, producteurs de coca ou non, ont déménagé pour s'installer en ville, fuyant l'insécurité des campagnes. En effet, à cette époque, toutes les fermes étaient à la merci des bandes armées, opérant de préférence la nuit, à la recherche de l'argent issu de la vente de la production de coca. La nécessité d'être armé pour commercialiser sa production de coca ou mieux d'être escorté par une personne de confiance, parent ou ami, afin de dissuader les éventuels assaillants, a conduit de nombreux agriculteurs à fuir le milieu rural pour la ville où leur sécurité leur paraît mieux assurée. En outre, le racket permanent opéré sur les routes par les bandes armées de la guérilla avait fait se concentrer les activités commerciales dans les villes et les gros villages.

Hormis le problème de l'insécurité, l'impact de la coca semble avoir été plus fort en milieu urbain qu'en milieu rural. En quelques années, de simples hameaux sont devenus de véritables villes dont quasiment toutes les activités marchandes reposaient directement ou indirectement sur des flux monétaires engendrés par l'économie de la coca : le commerce agricole vit des intrants de la coca, le commerce de biens de consommation et le secteur bancaire vivaient de l'argent de la coca, le secteur des distractions et loisirs (bars, salles de jeux, boîtes de nuit, etc.) vivait des acteurs de la coca, producteurs et narcotrafiquants. L'argent de la coca payait tout. Le pouvoir politique était contrôlé par la filière coca. Ceux qui tentaient de s'y opposer étaient contraints de fuir ou étaient éliminés. À titre indicatif, six maires et conseillers municipaux de la ville de Tingo María ont été assassinés pour avoir tenté de s'opposer à la mainmise de la filière coca sur la ville et sa région. La période 1985-1992 est la plus noire pour les assassinats.

Dans un tel contexte, parler de développement alternatif basé sur d'autres productions agricoles est une gageure. Instaurer un autre système signifie tout reconstruire. Une des preuves en est la facilité d'implantation de nouvelles cultures illicites, marijuana et *amapola* pour la production d'héroïne, maintenant qu'il n'est plus aussi intéressant de cultiver de la coca. En effet, l'introduction du champignon du *seco-seco* (*Fusarium oxysporum*)² réduit de 70 à 80 % la productivité de la culture de coca, c'est-à-dire en fait une culture équivalente aux autres productions agricoles du point de vue de la rémunération de la main-d'œuvre. Mais, plutôt que de revenir sur les cultures traditionnelles de la région, on constate que de nombreux agriculteurs de la région optent pour d'autres cultures illicites dont les filières se calquent sur la filière coca.

Les migrations

Les programmes de colonisation concernant plus le piémont que l'Amazonie de plaine, on note que la population du piémont dépasse celle de l'Amazonie de plaine au cours de la décennie soixante. L'analyse de l'origine des migrants montre un fort flux en provenance de la Sierra, ainsi qu'une redistribution à l'intérieur de l'Amazonie péruvienne en relation avec le choix de l'implantation des programmes de colonisation et des attributions de terres. C'est ainsi qu'en 1972, la région de Tingo María comptait environ 35 000 migrants dont 40 % venaient d'autres régions d'Amazonie, 50 % de la Sierra et 10 % de la Costa, dont un tiers de l'agglomération de Lima.

La différence de croissance démographique au cours des décennies soixante-dix et quatre-vingt est à mettre en grande partie sur le compte des migrations dues à la coca, essentiellement en provenance de la Sierra et de l'agglomération de Lima. Toujours dans la région de Tingo María, à la fin de la décennie soixante-dix, on comptait environ 47 000 migrants, dont 55 % de la Sierra, 6 % de Lima, 6 % des autres régions de la Costa et seulement un tiers de la région amazonienne. La comparaison avec le recensement de 1972 montre que 70 % des 12 000 nouveaux migrants viennent de la Sierra, 15 % viennent de Lima, le reste venant des autres régions de l'Amazonie péruvienne et de la Costa. Il semble que le processus se soit fortement renforcé au cours de la décennie quatre-vingt, sans que cela puisse toutefois être confirmé de manière rigoureuse. En effet, l'interprétation des quelques données disponibles pour la période concernée est peu crédible en raison du manque notoire de fiabilité de ces données lié à la dégradation de la situation sociale elle-même en relation avec le développement du narcotrafic et de la guérilla. C'est ainsi que de très nombreux migrants n'ont jamais été officiellement recensés, bien qu'ils aient occupé des terres et cultivé de la coca pendant plusieurs années. Avec ces restrictions, on note, à la fin de la décennie quatre-vingt, des croissances démographiques annuelles de l'ordre de 8 % et 6 % dans les provinces de Padre Abad et de Puerto Inca, régions de *selva baja* voisines de Tingo María et

2 Il est probable que ce champignon a été introduit dans le cadre du plan de lutte contre la production de coca.

nouveaux hauts lieux de la culture de la coca. Ce solde migratoire pour l'Amazonie péruvienne est d'autant plus important qu'il tient compte des flux migratoires sortant de la région, difficilement quantifiables et constitués par ceux qui, pour diverses raisons, ont préféré ou dû quitter la région. Ces flux sortants ne sont pas composés exclusivement d'agriculteurs. On y trouve également de nombreuses familles de commerçants et notables d'avant l'ère de la coca qui ont pour la plupart fui le racket opéré par le système mafieux se mettant en place.

On dispose de peu de données exhaustives sur la composition des flux migratoires entrant dans la région. Un premier groupe est constitué de ruraux exclus du système foncier de la Sierra, ouvriers agricoles, relativement jeunes, souvent mariés avec un ou deux enfants en bas âge, à la recherche d'un lopin de terre pour survivre. Un autre groupe est constitué de familles de petits exploitants de la Sierra ou de la Costa disposant de main-d'œuvre familiale, mais ne pouvant pas acquérir de la terre. La famille ou seulement une partie migre également à la recherche de terres. Un autre groupe est constitué des opportunistes de la coca attirés par les gains substantiels pouvant être réalisés dans la région.

Que reste-t-il de ces migrants maintenant que la superficie en coca est réduite de 85-90 %? Une partie d'entre eux sont revenus dans leurs régions d'origine. D'autres restent sur leurs terres et tentent de développer de nouveaux systèmes de production. D'autres enfin ont suivi le mouvement de migration vers les bourgs et villes du piémont, telles que Tingo María, Uchiza et Tocache, fuyant l'insécurité dans les campagnes. Leur insertion dans le tissu urbain pose généralement plus de problèmes que pour les premiers colons qui ont leurs réseaux de relation et d'entraide. Ces nouveaux venus se concentrent dans les quartiers périphériques les plus démunis alors que les premiers colons ont souvent eu le temps de préparer leur transfert vers la ville.

Ces divers flux migratoires laissent une situation foncière complexe. Aujourd'hui, il est fréquent de trouver des terres avec plusieurs exploitants en mesure d'en revendiquer la propriété. Il peut s'agir par exemple du cas d'un exploitant installé au cours de la colonisation agricole, qui a été contraint de fuir au début de l'ère de la coca, dont les terres ont été distribuées à de nouveaux migrants avant d'être en partie regroupées dans le cadre d'un processus de concentration foncière. De retour dans la région, l'exploitant initial trouve sur ses terres un ou plusieurs exploitants, certains pouvant même avoir acheté leurs terres, avec éventuellement des régimes fonciers différents : exploitation directe, métayage, fermage. Un autre exemple classique est celui de l'exploitant ayant fui la région laissant ses terres en grande partie couvertes de forêt et qui les retrouve quelques années plus tard, occupées ou non, mais dégradées et inexploitable car totalement déforestées, ayant été mises en culture de coca puis ayant été abandonnées à cause du *seco-seco*.

Parallèlement à leur impact sur le foncier, les migrations ont eu un effet environnemental majeur, sans parler des destructions opérées par la culture de la coca et sa transformation en cocaïne déjà citées. En effet, tout migrant arrivant commence par couper un morceau de forêt, le brûler puis planter son premier champ de coca. En vingt à vingt-cinq ans de coca, le Alto Huallaga est passé d'un écosystème forestier à un paysage mité par la coca (*hors-texte IV*). Les réserves naturelles

ont été en partie envahies, soit directement par des migrants installés par la guérilla, soit par des exploitants dont les champs ont été détruits par les forces de l'ordre. Quelle que soit la vallée, même les plus reculées, on y rencontre des champs de coca sur les deux versants. Près des routes, les taux de déforestation sont très élevés, entre 80 et 100 % en fonction des régions. Ils diminuent à mesure qu'on s'en éloigne. Par ailleurs, pour le Alto Huallaga, on ne dispose que de peu d'information sur les conflits entre les migrants de la Sierra et les communautés indiennes préalablement installées dans la région.

Le terrorisme

Le coup d'État des forces armées, sous la direction du général Juan Velasco Alvarado en 1968, tente de mettre un terme à l'oligarchie péruvienne, initiant ainsi un processus de socialisation du foncier. Parallèlement, un grand débat enflamme la gauche péruvienne sur la nature, les caractéristiques et donc, à terme, le devenir de la société péruvienne. En 1979, à l'occasion du VII^e congrès, il conduit à l'éclatement de la lignée communiste en trois groupes politiques, dont le Parti communiste Étoile rouge, dénommé Sentier lumineux (SL), dont le leader idéologique est Abimael Guzmán Reinoso.

Le fort centralisme bureaucratique du nouveau régime et sa relative inefficacité à affronter les défis économiques et sociaux que traverse le pays lui font perdre toute sa crédibilité politique. En particulier, aux yeux de la gauche radicale, les mesures prises ne sont pas adaptées, notamment dans les départements les plus pauvres, comme Apurímac, Huancavelica et Ayacucho (*cf. hors-texte V*). C'est dans ces départements que commence le 19 mai 1980 la lutte armée qui s'étendra progressivement à tout le pays.

Au fil des années quatre-vingt, la lutte armée s'implante dans le Alto Huallaga par des actions menées principalement dans les régions de Aucayacú, La Morada, Uchiza et Tocache (*cf. hors-texte VI*), où se concentre par ailleurs la plus grande production de coca. Les premiers comités d'appui à la lutte armée se constituent en zone rurale, puis dans les villages et villes, à chaque fois autour d'un représentant, *el delegado*, qui est l'interlocuteur privilégié entre les populations locales et la direction du Sentier lumineux. Les premières actions conduites par le Sentier lumineux suscitent l'espoir, puis l'adhésion et l'engouement du peuple car elles répondent à une véritable attente, tant en milieu urbain que rural. Elles concernent la lutte contre la corruption, la délinquance, la prostitution et la consommation de drogues. Toutefois, tous les *delegados* n'ont pas la formation politique et la motivation idéologique des membres de la direction du Sentier lumineux. De nombreux écarts par rapport aux fondamentaux du mouvement sont assez vite enregistrés. Les plus fréquents concernent une attitude despotique des *delegados* vis-à-vis de la population, ainsi que la tendance à l'enrichissement personnel et à celui de leurs alliés en utilisant le statut privilégié que leur donne le mouvement. Plus grave, la lutte armée passant par l'élimination des opposants, quelques *delegados* ordonnent l'assassinat d'innocents sans enquête préalable pouvant justifier les raisons de leurs ordres. Il y a ainsi assez rapidement une mobilisation d'une partie des leaders traditionnels tels que les élus locaux, maires et conseillers municipaux, les représentants de la

société civile et les chefs des administrations, contre les *delegados*. En s'opposant au nouveau système, ces leaders deviennent naturellement les premiers visés et beaucoup en payent le prix de leur vie. Ainsi, après une première vague de soutien de la population, on note une défiance vis-à-vis d'un mouvement aux méthodes arbitraires et expéditives.

Parallèlement, pour financer ses diverses actions, le Sentier lumineux s'allie naturellement au narcotrafic dans le cadre d'un échange de bons procédés : le Sentier lumineux autorise, dans un premier temps, puis protège le narcotrafic qui, en retour, rétribue le mouvement subversif. Progressivement, le Sentier lumineux perd de sa crédibilité politique, s'éloigne de la population car satisfaisant de moins en moins ses attentes et se rapproche du narcotrafic. De guérilla sociopolitique, il devient un simple mouvement terroriste. Le basculement définitif s'opère quand, faisant sauter quelque deux cents ponts rendant impraticables près de 1 000 kilomètres de routes goudronnées, des tours à haute tension limitant l'approvisionnement en énergie électrique, plastiquant diverses institutions publiques et entreprises privées, attaquant les véhicules de la police, kidnappant des personnalités politiques, il cherche à en finir avec la société capitaliste en place pour instaurer un nouvel État communiste. Mentionnons que, selon diverses sources, le coût financier des actions du Sentier lumineux pour la société péruvienne est estimé à environ 20 milliards de dollars, soit l'équivalent des trois quarts de la dette externe du Pérou [PEAH, 1997; El Peruano, 2000; Rospigliossi, 2002].

Dans le Alto Huallaga, le préjudice a été grand pour de nombreuses entreprises privées contraintes de se soumettre aux coupons et impôts révolutionnaires ou de disparaître (Endepalma et Palma del Espino, par exemple), pour quelques institutions publiques qui ont dû se retirer de régions considérées comme trop risquées, ainsi que pour la société civile dans son ensemble. Les associations et autres organisations paysannes disparaissent. L'église catholique, jusqu'alors très présente en milieu rural, limite son action aux villes. La société se déstructure, chaque famille se retranche sur son exploitation et son revenu tiré de la coca. Chacun préfère fermer les yeux sur ce qui se passe chez le voisin de peur d'y être impliqué et d'en subir les conséquences. L'arrivée en masse de migrants ne favorise pas leur intégration, mais jette la suspicion sur tout nouvel arrivant. Il y a une perte des valeurs de la société rurale. Les verrous traditionnels sautent un à un. L'argent de la coca devient le seul lien entre les exploitations. En ville, l'alcoolémie, la prostitution et la petite délinquance prennent de l'ampleur.

Vu sous un autre angle, le Sentier lumineux a créé dans le piémont péruvien les conditions idéales pour la mise en place d'un système mafieux propice au développement du narcotrafic. Il laisse circuler les différents acteurs de la filière coca. Il laisse opérer les vols de petits avions qui emportent la cocaïne à partir d'aérodromes clandestins localisés dans les zones qu'il contrôle. Il s'agit souvent de tronçons de pistes ou de routes goudronnées telles que la Carretera Marginal (*hors-texte V*). Pour tout cet appui, le Sentier lumineux est directement et indirectement rémunéré par le narcotrafic.

À côté du Sentier lumineux opérant dans tout le pays, en particulier dans la Cordillère centrale et le Alto Huallaga, le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) est plus présent dans le Huallaga Central, dans les régions de San

Martin et Sático. Sa stratégie relève plus de la guérilla que du terrorisme. Dans ce scénario de guerre, il y a, de l'autre côté, l'État péruvien avec son armée, notamment la marine de guerre du Pérou, ainsi que la police nationale. Dans sa lutte contre les mouvements subversifs, Sentier lumineux et MRTA, l'État a également commis divers écarts et bavures telles que des exécutions arbitraires, le racket des populations locales, etc., lui faisant perdre une part de sa crédibilité. En outre, il est clair qu'à titre individuel, des militaires et policiers se sont alliés ou ont été contraints de s'allier au mouvement subversif. En effet, les moyens financiers du narcotrafic n'ont pas laissé indifférents tous les agents de l'État.

En fait, chacune des deux parties en conflit dispose (i) d'aires de sécurité qu'elle contrôle et où elle se déplace en toute sécurité, (ii) d'espaces de mouvement comportant certains risques mais où elle patrouille à la vue de tous, et enfin (iii) de lieux aux mains de la partie adverse où elle n'intervient que rarement et de manière ponctuelle pour porter des coups. Les limites entre les différents territoires changent en fonction de l'évolution des conflits, de l'ascendant pris par tel ou tel groupe, des stratégies retenues, etc. Aussi, les familles vivant dans ces territoires changeant d'occupants se retrouvent donc dans un statut proche de celui de prisonnier, à la merci de l'occupant du moment, sachant qu'une zone peut changer plusieurs fois d'occupants au cours d'une même période. De plus, pour les combattants, militaires, policiers et guérilleros, les périodes d'action et de conflits s'intercalent avec des phases de paix armée. En revanche, il n'y a pas vraiment de répit pour la population locale. Elle se cache et se protège en périodes de conflits. Pendant les phases de paix armée, elle est soumise à la pression du groupe armé dominant dans la zone qui reconstitue ses forces en hommes, en armes et en moyens logistiques.

Financé en grande partie par le narcotrafic, le Sentier lumineux recrute de force ses hommes parmi les familles de la région, principalement en milieu rural. Avec le temps et la perte de crédit du mouvement subversif, l'engagement de nouvelles recrues a été de moins en moins spontané. Les pressions exercées sur les familles se sont faites de plus en plus fortes, chacune étant quasiment obligée de fournir un ou deux grands adolescents ou jeunes hommes, sous peine de représailles. En contrepartie, avoir un membre de sa famille dans le Sentier lumineux donnait une certaine tranquillité vis-à-vis de la guérilla. En revanche, être reconnu comme fournisseur de troupes au mouvement subversif revenait à s'exposer aux représailles des forces de l'ordre, armée et police. Chaque famille était donc à la recherche du juste compromis entre les divers groupes armés aux méthodes similaires. Chaque faux pas était sanctionné par un préjudice financier dans le meilleur des cas, par la mort d'un ou plusieurs membres de la famille dans les autres situations.

On comprend que, dans ces conditions, de nombreuses familles rurales abandonnent les campagnes et décident de migrer vers la ville où les groupes armés interviennent moins ou de manière plus sporadique. Ceux qui restent sont contraints de cultiver de la coca dont une partie des revenus permettra l'achat d'armes et de subvenir aux besoins des bandes armées de la guérilla. On constate que, malgré les revenus conséquents qu'elles ont tirés de la coca, la plupart des familles paysannes n'ont pas vraiment réussi à améliorer leurs conditions de vie, les prélèvements opérés tantôt par la guérilla, tantôt par les forces armées ne leur

ayant pas permis d'accumuler. De plus, on note que, pour la grande majorité des pères et mères de famille, l'aspect économique est quasiment toujours mis en retrait par rapport à l'impact négatif sur les jeunes qui ont grandi dans cette ambiance de guerre, même sans avoir été enrôlés de force dans la guérilla.

Maintenant que la situation est redevenue à peu près normale et avec quelques années de recul, on relève l'aberration et l'absurdité de la situation avec d'un côté de grands adolescents enrôlés de force par la guérilla et de l'autre côté de jeunes recrues de l'armée originaires d'autres régions du pays et payés avec un salaire de misère, mais qui leur donne de meilleures conditions de vie que celles auxquelles ils sont habitués. On comprend ainsi le bien-fondé de la *loi du repentir* instaurée par le gouvernement péruvien en 1995 pour venir à bout de la guérilla. Cette loi consiste à octroyer une remise de peines aux membres de la guérilla en contrepartie de l'arrêt de leurs activités subversives et du passage aux autorités d'informations précises sur les leaders de la guérilla. En peu de temps, cette loi a conduit à la capture des principaux responsables de ces mouvements : Abimael Guzmán Reinoso et Camarada Feliciano (Sentier lumineux), Víctor Polay Campos (MRTA), etc., et à déstructurer le mouvement subversif. Même si quelques groupes armés continuent à opérer sporadiquement, il semble qu'il s'agisse plus de bandes de brigands à la recherche d'un profit immédiat que d'un véritable renouveau du mouvement subversif.

Le narcotrafic

Quelques années auront suffi au narcotrafic pour s'implanter dans le Alto Huallaga et drainer la plus grande partie de la production de coca. À cela plusieurs raisons :

- une agriculture familiale qui se spécialise toujours plus dans la production de coca en raison de l'excellente productivité du travail, mais également à cause de l'absence de véritable alternative viable à moyen et long termes ;
- de la terre disponible pour tous les nouveaux migrants de la Sierra et de la Costa désireux de produire de la coca ;
- une filière coca d'une efficacité redoutable avec ses acheteurs, ses collecteurs, ses transformateurs, ses transporteurs, ses exportateurs, etc., sans parler de son alliance avec la guérilla ;
- une législation non appliquée avec des agents de l'État qui, dans le meilleur des cas, ferment les yeux pour des raisons tout à fait compréhensibles et, dans le pire des cas, collaborent au système.

L'analyse des retombées économiques du narcotrafic donne un certain nombre d'informations intéressantes sur les intérêts en jeu et le fonctionnement du système coca dans son ensemble. À partir des années soixante-dix, l'économie du Alto Huallaga, de Tingo María à Tocache, a été dominée par le narcotrafic. Dans la région, il n'y avait pas d'industrie et d'entreprise prospère offrant des emplois salariés et créant de la sous-traitance. Même l'agro-industrie est peu développée en dehors de quelques unités employant un peu de main-d'œuvre non qualifiée. Pourtant, la région paraissait riche. Une demi-douzaine d'entreprises aériennes reliaient Tingo María avec les autres villes du Huallaga (Uchiza, Tocache, San

Martin, Tarapoto, Juanjui), ainsi qu'avec les métropoles de la Sierra et de la Costa. De plus, il était nécessaire de réserver son billet plusieurs jours, voire plusieurs semaines à l'avance. À titre de comparaison, aujourd'hui une seule compagnie assure la liaison Lima-Tingo María deux fois par semaine. Commerces de biens d'équipement et de consommation, lieux de distraction et de loisirs étaient nombreux et paraissaient prospères. Ils donnaient à la région une impression de richesse sans commune mesure avec les autres centres urbains du pays. On constatait la présence de nombreux commerçants et démarcheurs étrangers, essentiellement en provenance des pays voisins: Colombie, Bolivie, Brésil, Équateur, etc. La ville de Tingo María possédait une douzaine de banques et autres institutions d'épargne et de crédit dans lesquelles étaient déposées des sommes importantes en dollars qui transitaient vers Lima et les autres places financières nationales comme Trujillo, Arequipa, et internationales. Là, ils servaient à l'achat de biens immeubles, d'industries, de terrains agricoles, etc. En dehors de quelques exceptions, on ne notait pas d'investissement dans la région, un peu comme s'il était nécessaire que l'argent parte. On parle d'économie fictive qui ne tient que parce que le système fonctionne. Par ailleurs, il était notoire que toutes les banques achetaient le dollar à un taux de change extrêmement bas pouvant atteindre 70 % à 50 % de sa valeur réelle, laissant supposer une provenance illicite de cet argent. Aussi, à l'heure du règlement politique du conflit, on est donc en droit de se demander qui a tiré le plus profit de la coca et qui avait réellement intérêt à ce que le système perdure? Les paysans? Les divers autres agents de la filière? Le système bancaire? Le commerce local? Les politiques locaux et nationaux? D'autres acteurs, etc.?

Durant toute la période 1980-2000, l'État péruvien n'est pas resté inactif. Avec l'appui des États-Unis, les programmes *Verde mar 1* et *Verde mar 2* mis en œuvre par la marine de guerre du Pérou dans les années quatre-vingt ont tenté de détruire les séchoirs et les presses à coca. Ultérieurement, la Corah (Commission d'éradication dans le Alto Huallaga) a embauché de la main-d'œuvre pour détruire manuellement les champs de coca sauf ceux encadrés par l'Enaco et fournissant réellement la totalité de leur production à cette institution publique chargée de la transformation et de la commercialisation de la cocaïne médicinale. Face aux destructions, une partie des producteurs du Alto Huallaga se sont déplacés vers de nouvelles terres, généralement plus en aval ou dans des vallées moins accessibles ou mieux contrôlées par la guérilla, telles que les régions de Apurímac, Aguaytia, etc. Ce fut souvent le cas de nouveaux migrants. En effet, en raison de la rémanence dans le sol des produits utilisés, ainsi que de leurs actions destructrices pour beaucoup de plantes cultivées, il est illusoire de vouloir produire après une culture de coca détruite. D'autres migrants récents sont repartis dans leurs régions d'origine, beaucoup avec l'espoir de revenir quand les conditions se seraient améliorées. Les anciens migrants, ceux de la colonisation initiale de l'Amazonie, déjà bien installés dans la région, ont eu tendance à résister, et cela d'autant plus qu'ils avaient la guérilla à leurs côtés. Le résultat a été un grand nombre de morts tant du côté des paysans que de celui des agents chargés de la destruction des cultures. Cette résistance est compréhensible dans la mesure où la plupart de ces paysans, entièrement spécialisés dans la culture de coca, n'ayant pas d'autre production, se trouvaient du jour au lendemain sans aucun revenu. En effet, avec environ une

cueillette tous les deux mois, soit cinq à six cueillettes par an payées comptant en dollars, de très nombreux paysans du Alto Huallaga abandonnaient progressivement les autres activités agricoles, même les cultures pour leur propre consommation. Comme les citadins, ils achetaient leur alimentation au marché. En outre, la régularité des revenus de la coca ainsi que les nombreuses opportunités de dépenser leur argent ont conduit de nombreux paysans, notamment les jeunes, à entrer dans une logique de consommation en abandonnant leurs systèmes traditionnels associant production et épargne. De nombreux témoignages parlent d'un endettement toujours plus important du monde rural du Alto Huallaga, situation autorisée par la perspective de la prochaine récolte.

L'année 1996 marque un nouveau tournant avec l'adoption d'un plan d'éradication de la coca et de lutte contre le narcotrafic mis en œuvre par la police nationale péruvienne avec l'appui des États-Unis. Ce nouveau plan concerne également les autres pays andins ainsi que divers autres pays d'Amérique latine dans lesquels le narcotrafic possède des ramifications. Associé à l'application de la loi du repentir visant à éliminer la guérilla, ce nouveau plan aurait permis de détruire 85 à 90 % de la surface cultivée en coca dans le Alto Huallaga. Cependant, on note une modification de la carte de la coca au Pérou. Le Alto et le Bajo Huallaga n'hébergent plus les centres du narcotrafic qui se sont déplacés plus en aval et plus au nord dans les régions de Tigre, Napo et Santiago à la frontière avec l'Équateur et la Colombie. De même, les grandes zones de production ne sont plus dans le piémont en grande partie patrouillé par les agents de la lutte contre la coca. Ils se trouvent dans les vastes territoires de forêt de plaine situés à l'est et au sud, du pied des Andes. Parallèlement, le Pérou est passé d'un statut de fournisseur de matière première à un statut d'exportateur de chlorhydrate de cocaïne qui sort par les ports du littoral tels que Païta, Salaverry, Chimbote, Callao. Dans le même temps, le narcotrafic est sorti de son contexte strictement juridique pour devenir un sujet de débat politique. La marginalisation par l'administration nord-américaine de la Colombie, en particulier celle de son président, Ernesto Samper, suspecté d'avoir des liens étroits avec le Cartel de Cali, a vraisemblablement été un des éléments à l'origine de la nouvelle position des politiques nationales et internationales vis-à-vis des leaders impliqués dans le narcotrafic. Ils sont dorénavant de plus en plus considérés comme des parias.

Parallèlement aux actions menées au cours de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix pour éradiquer le narcotrafic du Alto Huallaga, le gouvernement se réimplante dans la région avec la construction d'infrastructures scolaires, médicales, routières, etc. Il lance plusieurs programmes de développement alternatif basés sur d'autres productions agricoles présentant une productivité de la main-d'œuvre raisonnable, sans atteindre celle obtenue avec la culture de la coca. Initié dans le Alto Huallaga, ce type de programme est diffusé à l'échelle nationale par le Corah. L'objectif poursuivi est de revenir sur des systèmes de production agricoles diversifiés basés sur des plantes pérennes (cacao, café, agrumes, banane plantain), des cultures annuelles (maïs, haricot, manioc, etc.) associées à un peu d'élevage, comme cela existait quarante ans auparavant.

L'hypothèse est qu'en associant des systèmes de production agricole viables avec des conditions de vie acceptables, en particulier dans les domaines de la

santé, de l'éducation et des transports, les paysans n'auraient pas tendance à revenir vers la culture de coca. L'apparition du champignon *seco-seco* (*Fusarium oxysporum*), qui a réduit de 70 à 80 % la productivité de la coca, est certainement un des meilleurs facteurs qui pousse les paysans à abandonner la culture de la coca. En effet, quel est l'intérêt de continuer à produire de la coca dans le Alto Huallaga avec une filière en partie déstructurée et sans la protection de la guérilla face aux forces de l'ordre, si cela ne rapporte pas vraiment plus qu'un système de production agricole classique ? Il semble que ce soit de plus en plus la stratégie de nombreux paysans même dans les lieux les plus spécialisés dans la culture de la coca comme Uchiza, Tocache ou Monzón.

*

En conclusion, maintenant que la guerre à proprement parler est finie, il faut reconstruire. D'un point de vue purement technique, les sols sont souvent dégradés ou impropres à l'agriculture. La situation foncière est complexe dans de nombreux cas. Les alternatives agricoles ne sont pas nombreuses. La banane plantain reste un des piliers de l'agriculture du Alto Huallaga. La papaye nécessitant peu d'espace est bien commercialisée sur le marché de Lima car arrivant en alternance avec la production de la Costa. L'élevage redevient une activité prisée mais nécessite un investissement initial que beaucoup de paysans n'ont pas. D'un point de vue social, de nombreuses familles souhaitent savoir ce qu'il est advenu de leurs parents ou amis disparus, savoir ce qui s'est réellement passé. Les quelques personnes les plus en vue à l'époque du système mafieux fuient par crainte de représailles. Les migrants qui ont fui au début de l'ère de la coca reviennent, à la fois fiers de ne pas avoir participé au système, un peu perdus car tout a changé, mais également un peu gênés d'avoir abandonné parents et amis dans ces moments difficiles. La plupart des gens ont conscience de la nécessité de pardonner, de tirer un trait sur cette époque, de reconstruire au plus vite quelque chose de neuf, de retrouver au plus vite des bases sociales cohérentes, en particulier pour les jeunes qui n'ont pas connu autre chose que le système mafieux et l'ambiance de guerre. On est surpris par le nombre de paysans qui, tout en regrettant les facilités économiques de l'époque de la coca, ne souhaitent pas que cela recommence. En fait, l'effondrement du système en quelques années infirme l'hypothèse d'un développement durable basé sur la coca. Certes, il y a bien eu un réel boom économique avec l'afflux de dollars, de biens de consommation, d'équipements. Mais qu'en reste-t-il ? On a l'impression d'une économie fictive qui ne dure que parce que le système fonctionne. En contrepartie, le prix social payé est exorbitant. Pas une famille qui n'y a laissé un membre et les séquelles sont profondes, notamment sur les jeunes.

L'avenir du Alto Huallaga dépend beaucoup des moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour la reconstruction d'une société agraire. Tout abandon du processus se traduira par un retour du système mafieux autour de la coca et du narcotrafic ou d'autres cultures illicites telles que la marijuana et le pavot-héroïne. En effet, il faut garder à l'esprit que le *seco-seco* a certainement été le principal arti-

san de l'abandon de la culture de la coca. D'autres cultures illicites peuvent donc naître sur les cendres de la coca, utilisant des filières similaires. La plupart des producteurs sont dans l'expectative, espérant beaucoup que les grands discours nationaux et internationaux sur la lutte contre la drogue seront suivis d'actions concrètes. L'impression générale est de sortir d'un cauchemar avec l'espoir de ne pas y retomber.

BIBLIOGRAPHIE

- APODESA [1994], *Modelos de explotación integral en el Alto Huallaga*, Tingo María, Pérou, 125 p.
- CAIN [1990], *Plan de desarrollo rural a mediano plazo ámbito Tingo María*, Comités de Productores, Tingo María.
- CESPRO [1999], *Estudio de justificación socioeconómica para el incremento del Presupuesto Municipal*, MDPFL, Naranjillo, Pérou.
- CONTRADROGAS [1999], *Diagnóstico ámbito institucional 1999*, Unidad Desconcentrada Alto Huallaga, Tingo María.
- CUANTO [2000], « Peru em números », *Anuário estadístico*, Lima.
- EL PERUANO [2000], « Reportaje sobre el costo de la guerra en el Perú », *Diario oficial del Perú*, Lima.
- IDIAH [1993], *Plan de desarrollo integral « Sistemas integrales de producción »*, Tingo María.
- INEI [1999], *Censo nacional de población y vivienda*, Pérou.
- INEI [2000], *Compendio socioeconómico*, Lima.
- OSORIO E. [1995], *Diagnóstico socioeconómico del distrito de Daniel Alomía Robles-Pumahuasi*, Unas, MDDAR, Tingo María.
- OFECOD [1993], *Plan de desarrollo económico y social del Valle del Alto Huallaga*, Ofic. Planificación, Lima.
- PEAH [1993], *Informe socioeconómico del Alto Huallaga*, Tingo María, 255 p.
- PEAH [1997], *Plan de desarrollo integral a largo plazo 1989-2000*, OPP, Adm. Tingo María.
- PEAH [2000], *Plan de desarrollo integral a largo plazo 1989-2000*, OPP, Adm. Tingo María.
- RIOS A.J. [2001], *Evaluaciones de sistemas de producción en selva alta con componente ganadero*, 35 p.
- ROSPIGLIOSI F. [2002], *Informe al congreso del Ministerio del Interior*, Lima.
- VALENCIA F. et alii [1997], *Plan estratégico institucional 1997-2007*, MPLP, Tingo María.